

Association Pompiers Glâne-Sud

Statuts

I. DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Membres

¹ Les communes de Auboranges, Chapelle, Ecublens, Montet, Rue et Ursy forment une association de communes au sens des articles 109 ss de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo, RSF 140.1).

² En cas de fusion de communes dans le cercle actuel des communes signataires, le statut de membre est automatiquement transféré à la nouvelle commune.

Art. 2 Nom

L'association de communes (ci-après : l'association) porte le nom « Pompiers Glâne-Sud ».

Art. 3 But, collaboration et offres de services

¹ L'association a pour but d'assumer pour les communes membres et à leur décharge les obligations qui leur incombent relativement à l'organisation de la défense contre l'incendie et la protection contre les éléments naturels sur le territoire de ses communes.

² L'association collabore avec les spécialistes communaux en protection incendie reconnus par les communes.

³ L'association peut offrir des services à des communes ou à des associations de communes par contrat de droit public et au minimum au prix coûtant (art. 112 al. 2 LCo).

⁴ L'association peut construire, exploiter et gérer des locaux en accord avec les communes membres. Elle a également la possibilité de louer des locaux excédentaires à des tiers.

Art. 4 Siège

L'association a son siège à Rue.

II. ORGANISATION

Art. 5 Organes de l'association

Les organes de l'association sont :

- a) L'assemblée des délégué-e-s ;
- b) Le comité de direction ;
- c) Le commandement du CSPI Glâne-Sud (ci-après : le commandement) ;
- d) La commission financière

III. ASSEMBLEE DES DELEGUE-E-S

Art. 6 Représentation des communes

¹ Chaque commune membre a droit à une voix par tranche de 600 habitants, la dernière fraction supérieure à 300 donnant également droit à une voix.

² Chaque commune a droit à une voix au moins, mais au maximum à la moitié des voix.

³ Chaque commune désigne un-e délégué-e membre du conseil communal, qui représente l'ensemble de ses voix pour une législature ou pour le reste de celle-là conformément à l'art. 115 al. 4 LCo.

⁴ Fait foi l'effectif de la population légale, selon la dernière statistique publiée.

Art. 7 Séance constitutive

La séance constitutive est convoquée par le Préfet.

Art. 8 Attributions

¹ L'assemblée des délégué-e-s a les attributions légales suivantes :

- a) Elle élit son ou sa président-e et son ou sa vice-président-e ;
- b) Elle élit les membres du comité de direction ;
- c) Elle élit les membres de la commission financière ;
- d) Elle désigne l'organe de révision ;
- e) Elle décide du budget, approuve les comptes et prend acte du rapport de gestion ;
- f) Elle exerce les autres attributions de nature financière conformément à la législation sur les finances communales ;
- g) Elle décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition d'immeubles ;
- h) Elle adopte les règlements de portée générale, dont en particulier le règlement des finances ;
- i) Elle approuve les contrats conclus en application de l'article 112 alinéa 2 LCo ;
- j) Elle surveille l'administration de l'association ;
- k) Elle décide des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres ;
- l) Elle décide de la dissolution de l'association et désigne d'éventuels liquidateurs ;
- m) Elle exerce toutes les autres attributions qui, selon la loi sur les communes, relèvent de la compétence de l'assemblée communale ou du conseil général.

² L'assemblée des délégué-e-s peut déléguer au comité de direction, dans les limites fixées par la loi et par elle-même, certaines des attributions qui lui sont normalement dévolues selon ce qui précède. La délégation de compétence expire à la fin de chaque législature.

³ De même, l'assemblée des délégués peut désigner des commissions, en changer le nombre ou charger une délégation de ses membres de gérer et d'assurer le suivi des affaires courantes.

Art. 9 Convocation

¹ L'assemblée des délégué-e-s siège au moins deux fois par année. A la demande de 2 communes membres, la convocation de l'assemblée des délégué-e-s en séance extraordinaire peut être requise.

² Les convocations sont adressées à chaque Conseil communal, charge à celui-ci d'informer son délégué au moins 20 jours à l'avance. La communication du budget doit avoir lieu avant le 15 octobre (art. 8 al.3 LFCo). Les convocations sont adressées par voie électronique, sous réserve d'une demande particulière. En outre, les dates, heures, lieux et ordres du jour des séances sont annoncés au public

par un avis dans la Feuille officielle ou dans le bulletin communal officiel au moins dix jours à l'avance.

³ Le mode d'annonce au public est fixé au début de la législature par le comité de direction.

⁴ La convocation contient la liste des objets à traiter.

⁵ L'inobservation d'une des formalités contenues aux alinéas 1 et 3 entraîne l'annulabilité des décisions prises par l'assemblée des délégués, pour autant que l'annulation de la décision soit demandée dans les 30 jours.

⁶ La convocation et les dossiers relatifs à l'ordre du jour sont mis à la disposition du public et des médias dès l'envoi aux membres.

Art. 10 Publicité des séances

Les séances de l'assemblée des délégué-e-s sont publiques. Les modalités de cette publicité et la présence des médias sont régies par la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf).

Art. 11 Décisions

¹ L'assemblée vote à main levée. Toutefois, le vote a lieu à bulletin secret lorsque la demande qui en est faite est admise par le quart des voix aptes à s'exprimer.

² L'assemblée des délégué-e-s prend ses décisions à la majorité des 2/3 des voix exprimées, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Si besoin, le ou la président-e départage.

³ L'assemblée des délégué-e-s ne peut prendre de décision que si la majorité des voix est représentée.

⁴ La règle relative à la récusation d'un membre de l'assemblée communale est applicable par analogie au délégué (art. 21 LCo).

⁵ Lors d'élections, la majorité absolue des voix valablement émises est déterminante au premier tour. Au deuxième tour, est déclaré-e élu-e celui ou celle qui récolte le plus grand nombre de voix valables ; en cas d'égalité de voix, le sort départage.

IV. COMITE DE DIRECTION

Art. 12 Composition

¹ Le comité est composé :

- a) d'un membre de chaque exécutif communal, qui n'a pas la fonction de délégué-e ;
- b) d'un membre du commandement (avec voix consultative).

² Le comité s'organise lui-même.

Art. 13 Présidence

Le ou la président-e de l'assemblée des délégué-e-s ne peut pas assumer la présidence du comité de direction.

Art. 14 Attributions

¹ Le comité de direction a les attributions légales suivantes :

- a) Il dirige et administre l'association ;
- b) Il représente l'association envers les tiers ;
- c) Il prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégué-e-s et exécute les décisions de celle-ci ;
- d) Il établit l'inventaire des postes de travail de l'association, engage le personnel et surveille son activité ;
- e) Il nomme le ou la commandant-e, sous réserve de l'assentiment préalable du Préfet et de l'ECAB ;
- f) Il nomme les officiers conformément aux directives de l'ECAB ;
- g) Il organise, avec le commandement, le recrutement des membres en fonction des besoins en effectifs et adresse aux personnes susceptibles d'être recrutées une convocation personnelle ;
- h) Il propose le traitement des soldes des cadres et des sapeurs dans le cadre des exercices, des interventions, des services spéciaux en tenant compte du grade et de l'importance de la fonction ;
- i) Il décide des exclusions sur préavis du commandement.

² En matière financière, le comité de direction exerce les compétences attribuées au conseil communal selon la législation sur les finances communales et selon la réglementation sur les finances de l'association.

³ Il exerce finalement toutes les attributions qui lui sont déferées par les statuts ainsi que celles qui ne sont pas attribuées à un autre organe.

Art. 15 Durée des fonctions

¹ Les membres du comité de direction sont élus par l'assemblée des délégués pour la législature ou le reste de celle-ci. Ils sont rééligibles.

² Lorsqu'un membre quitte la fonction qu'il exerce au sein d'un conseil communal, il perd son statut de membre du comité de direction. Il en va de même pour le statut de délégué-e.

Art. 16 Convocation et délibérations

¹ Le comité de direction est convoqué au moins 10 jours à l'avance, cas d'urgence réservé.

² Les dispositions de la loi sur les communes relatives aux séances du conseil communal (art. 62 à 66 LCo) et aux commissions (art. 67 LCo) sont applicables par analogie au comité de direction.

V. COMMANDEMENT

Art. 17 Composition

Le commandement est composé du ou de la commandant-e, du ou de la remplaçant-e du ou de la commandant-e et du ou de la chef-fe d'instruction ou à défaut leur remplaçant-e.

Art. 18 Attributions

Le commandement a les attributions légales suivantes :

- a) Il administre et conduit le CSPI durant l'année ;
- b) Il définit les objectifs pour l'année en cours en collaboration avec son Etat-major, en particulier au niveau de :
 - a. l'effectif,
 - b. de l'instruction,
 - c. des spécialistes,

- d. des exercices,
 - e. du service de piquet,
 - f. du matériel,
 - g. des alarmes.
- c) Il donne la ligne opérationnelle de l'année suivante, en collaboration avec son Etat-major ;
 - d) Il représente le CSPI au sein des organes sapeurs-pompiers ;
 - e) Il nomme les sous-officiers ;
 - f) Il préavise les exclusions ;
 - g) Il élabore le budget pour le comité directeur ;
 - h) Il veille au respect des prescriptions de sécurité ainsi qu'aux directives techniques, notamment de l'ECAB.

VI. COMMISSION FINANCIERE ET REVISION DES COMPTES

Art. 19 Commission financière

¹ La commission financière est composée de 3 membres.

² Elle exerce les attributions qui lui sont fixées par la législation sur les finances communales.

Art. 20 Organe de révision

L'assemblée des délégué-e-s, sur proposition de la commission financière désigne l'organe de révision et fixe la durée de son mandat, sous réserve de l'article 57 alinéa 2 LFCo.

Art. 21 Attributions

¹ L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la loi sur les finances communales.

² Le comité de direction fournit à l'organe de révision tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

VII. FINANCES

Art. 22 Ressources

Les ressources de l'association sont :

- a) Les contributions des communes membres ;
- b) Les subventions ;
- c) Les produits des interventions ;
- d) Les participations de tiers, de locations, de dons, de legs ;
- e) Les autres revenus de l'association.

Art. 23 Répartition des charges et du résultat d'exploitation

¹ Les charges d'exploitation comprennent les charges administratives ainsi que les charges financières relatives aux investissements.

² Les produits d'exploitation comprennent les frais d'intervention facturés à la commune sur le territoire de laquelle le sinistre s'est déclaré.

³ L'excédent net des charges d'exploitation est réparti entre les communes membres pour 40% en fonction de la population légale et pour 60% en fonction du rendement de l'impôt cantonal total (impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques + impôt sur le bénéfice et le capital les personnes morales + impôt à la source).

⁴ L'excédent net des produits d'exploitation est réparti entre les communes membres pour 40% en fonction de la population légale et pour 60% en fonction du rendement de l'impôt cantonal total (impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques + impôt sur le bénéfice et le capital les personnes morales + impôt à la source).

⁵ Les taxes d'exemption sont facturées par la commune de domicile de l'astreint-e.

Art. 24 Modalités de paiement et de facturation

¹ Le comité de direction demande le versement des participations communales à raison de deux versements par année, le premier courant janvier pour 50% du budget, le deuxième courant juillet pour le solde du budget.

² Le comité de direction peut décider de percevoir des acomptes en cours d'exercice. Il fixe l'échéance des acomptes.

³ Après l'échéance, l'intérêt est facturé au taux du compte courant de l'Etat.

Art. 25 Limite d'endettement

¹ L'association de communes peut contracter des emprunts.

² La limite d'endettement est fixée à :

- a) 6'000'000.- francs pour les investissements
- b) 100'000.- francs pour le compte de trésorerie

Art. 26 Initiative et référendum

¹ Les droits d'initiative et de référendum sont exercés conformément aux articles 123a et ss LCo et selon les alinéas 2 à 5 du présent article.

² Les décisions de l'assemblée des délégué-e-s concernant une dépense nouvelle supérieure à 3'000'000.- francs sont soumises au référendum facultatif au sens de l'article 123d LCo.

³ Lorsqu'une dépense nouvelle décidée par l'assemblée des délégué-e-s est supérieure à 5'000'000.- francs, elle est soumise au référendum obligatoire au sens de l'article 123e LCo.

⁴ Le montant brut de la dépense fait foi, sans déduction des subventions et participations de tiers.

⁵ En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté dix fois la dépense annuelle.

Art. 27 Budget et comptes

Le budget et les comptes de l'association sont établis et tenus selon les dispositions légales applicables en la matière.

VIII. INFORMATION ET ACCES AUX DOCUMENTS

Art. 28 Principe

Les organes de l'association mettent en œuvre le devoir d'information et l'accès aux documents conformément aux présents statuts et à la législation en la matière.

IX. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 29 Sortie

¹ Aucune commune ne peut sortir de l'association avant d'en avoir été membre pendant 10 ans au moins.

² Par la suite, elle peut le faire pour la fin d'une année civile moyennant un délai de résiliation de 2 ans. La demande est formulée par écrit. La commune sortante doit apporter la preuve qu'elle est à même de satisfaire d'une autre manière aux exigences légales relatives aux tâches assumées par l'association. Le droit cantonal demeure réservé, notamment les modifications légales en matière de défense incendie et de secours.

³ La commune sortante n'a aucun droit à une part des actifs de l'association. Elle doit dans tous les cas rembourser sa part de dettes calculée conformément à l'article 23 des présents statuts.

Art. 30 Dissolution

¹ Sous réserve de la législation cantonale, l'association ne peut être dissoute que par décision des $\frac{3}{4}$ des voix de délégués des communes membres. En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toutes solutions permettant de poursuivre les tâches de l'association.

² Si aucune solution ne peut être trouvée, le capital disponible après liquidation de l'association passe aux communes membres pour 40% en fonction de la population légale et pour 60% en fonction du rendement de l'impôt cantonal total (impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques + impôt sur le bénéfice et le capital les personnes morales + impôt à la source).

³ Le cas échéant, les dettes seraient réparties sur la même base.

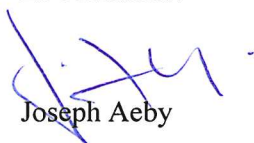
Art. 31 Entrée en vigueur

¹ Les statuts approuvés par le Conseil d'Etat le 18 juin 2019 sont abrogés.

² Les présents statuts entrent en vigueur le 1er janvier 2022, sous réserve de leur adoption par les communes membres et leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Ces statuts ont été approuvés par l'assemblée des délégués du 30 septembre 2021 :

Le Président :


Joseph Aeby

La Secrétaire :


Nadia Magnin

Adoptés par l'assemblée communale d'Auboranges le 15 décembre 2021

Le Syndic :



La Secrétaire :

Adoptés par l'assemblée communale de Chapelle le 6 décembre 2021

Le Syndic :



La Secrétaire :

Adoptés par l'assemblée communale d'Ecublens le 16 décembre 2021

La Syndique :



La Secrétaire :

Adoptés par l'assemblée communale de Montet le 7 décembre 2021

Le Syndic :



La Secrétaire :

Adoptés par le Conseil général de Rue le 9 décembre 2021

Le Président :

La Secrétaire :

Adoptés par l'assemblée communale d'Ursy le 13 décembre 2021

Le Syndic :



La Secrétaire :



Approuvés par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts le **16 MAR. 2022**

Le Conseiller d'Etat Directeur





ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture
et des forêts DIAF
Direktion der Institutionen und der Land-
und Forstwirtschaft ILFD

Ruelle de Notre-Dame 2, Case postale, 1701 Fribourg

T +41 26 305 22 10
www.fr.ch/diaf diaf-sg@fr.ch

66 Association Pompiers Glâne-Sud – Modifications statutaires

Vu la requête du 22 février 2022 du Comité de direction ;
Vu la décision du 30 septembre 2021 de l'assemblée des délégués ;
Vu la décision des assemblées communales/du conseil général de

- Auboranges du 15 décembre 2021
- Chapelle du 6 décembre 2021
- Ecublens du 16 décembre 2021
- Montet du 7 décembre 2021
- Rue du 9 décembre 2021
- Ursy du 13 décembre 2021 ;

Vu l'article 113 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes ;
Vu le préavis du 16 mars 2022 de l'Etablissement cantonale d'assurance des bâtiments ;
Vu le préavis du 16 mars 2022 du Service des communes,

Décide :

Article premier. Les modifications statutaires du 30 septembre 2021 de l'Association Pompiers Glâne-Sud sont approuvées.

Art. 2. Il est perçu un émolument de 144 francs.

Art. 3. Communication :

- a. à l'Association Pompiers Glâne-Sud (avec 1 ex. des statuts) ;
- b. à l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (avec 1 ex. des statuts) ;
- c. à la Préfecture du district de la Glâne (avec 1 ex. des statuts) ;
- d. au Service des communes (avec 1 ex. des statuts).

Fribourg, le 16 mars 2022

Didier Castella
Conseiller d'Etat, Directeur